



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

RÉGIMES D'ASSURANCE VIEILLESSE

(Direction du Budget, 1922-1984)

Répertoire numérique détaillé

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Régimes spéciaux des salariés et des non-salariés.....	7
Régimes autonomes des non-salariés.....	11
Régimes complémentaires.....	12
Rentes viagères.....	12

Référence

B-0081747/1 - B-0081788/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Régimes d'assurances vieillesse

Dates extrêmes

1922-1984

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget, bureau 6C (régimes spéciaux et autonomes).

Importance matérielle

4,68 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 30/01/1986 portant la référence PH 018/86.

Historique du producteur

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées,

dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématique.

Présentation du contenu

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années 1980, le système de retraite connaît en France de nombreuses évolutions. En 1945 est mis en place le régime général de la Sécurité sociale pour tous les salariés du secteur privé. La retraite est limitée à 40 % du

plafond de la Sécurité sociale et des régimes de retraite complémentaire de celui de la Sécurité sociale se développent pour améliorer la couverture au-delà du plafond. Le principe de répartition est adopté : les cotisations prélevées sur les salaires des actifs servent à payer les pensions des retraités.

En 1947 est signée la Convention collective nationale créant, pour les cadres de l'industrie et du commerce, un régime de retraite complémentaire géré par des institutions membres de l'AGIRC, puis, en 1949 sont instaurés des régimes d'assurance vieillesse pour les artisans, les commerçants et industriels et pour les professions libérales. En 1952 est créée la Caisse nationale d'assurance vieillesse mutuelle agricole (CNAVMA) pour les exploitants agricoles.

En 1961 la retraite complémentaire est étendue aux salariés non cadres du secteur privé, avec la signature, par les partenaires sociaux, de l'accord instituant l'ARRCO en vue de fédérer et d'assurer la pérennité des régimes de retraite complémentaire conventionnels organisés en faveur de ces salariés. À défaut du régime unique souhaité par les fondateurs de la Sécurité sociale en 1945, coexistent principalement les régimes spéciaux antérieurs à 1945 pour les fonctionnaires et les salariés de certains secteurs économiques (marins, cheminots, mineurs,...), l'assurance vieillesse du régime général pour les autres salariés – qui a succédé aux retraites ouvrières et paysannes de la loi de 1910 et à l'assurance vieillesse, branche des assurances sociales de 1930 –, complétée pour une partie d'entre eux par les régimes complémentaires AGIRC pour les cadres (1948) et ARRCO (1961), les régimes des non-salariés non agricoles créés en 1948 (artisans (CANCAVA), commerçants (ORGANIC), professions libérales (CNAVPL) et le régime des exploitants agricoles (1952) géré par la Mutualité sociale agricole.

L'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC) est mise en place en 1971. Elle résulte de la fusion de deux régimes complémentaires : l'Ipacte, créée en 1951 pour les cadres non titulaires, et l'Igrante, créée en 1959 pour les autres agents non titulaires.

Ce fonds est constitué d'archives relatives aux différents régimes de retraite des salariés ou des non salariés. Il traite du fonctionnement et du budget de plusieurs caisses de retraite. Il comporte également un volet sur les régimes complémentaires des salariés ainsi que des dossiers sur les rentes viagères.

Indexation

Assurance vieillesse

Contrôle budgétaire

B-0081747/1 – B-0081776/1

Régimes spéciaux des salariés et des non-salariés.

1922-1984

B-0081747/1 - B-0081757/3

Régime vieillesse des professions libérales, cadre général et dossiers par section.

1962-1984

B-0081747/1

Réglementation, réforme et amélioration du régime d'assurance vieillesse : procès-verbaux de séances de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse de Professions Libérales (CNAVPL), notes, rapports, textes statutaires, statistiques.

1970-1984

B-0081748/1

Groupe de travail sur la réforme de la CNAVPL, compensations inter-sections : procès-verbaux de réunions, dossiers, notes, rapport, statistiques, correspondance.

1976-1981

B-0081749/1

Agents généraux d'assurance. - Caisse d'Allocation Vieillesse des Agents Généraux et des mandataires non salariés de l'Assurance et de Capitalisation (CAVAMAC), modification des statuts : notes, projets de décrets, application des règlements, tableaux, correspondance.

1974-1981

B-0081749/2

Architectes. - Fusion des régimes complémentaires des architectes et des ingénieurs techniciens (CAAVA et CAVITEC) : cotisations du régime d'assurance vieillesse complémentaire et du régime d'assurance décès des architectes, projets de décret, notes, tableaux statistiques.

1970-1981

B-0081750/1

Avocats. - Caisse nationale des Barreaux Français (CNBF), droit : projets de décret, résolutions de l'Assemblée générale des délégués de la CNBF, notes, tableaux, statistiques.

1962-1980

B-0081750/2

Géomètres et experts agricoles et fonciers. - Caisse d'assurance vieillesse des géomètres experts (CAVGE), gestion, relèvements des cotisations : notes, projets de décrets, pourvoi formé par la CAVGE.

1972-1981

B-0081750/3

Huissiers de Justice. - Caisse d'Allocations Vieillesse des Officiers Ministériels des Officiers Publics et des Compagnies Judiciaires (CAVOM), gestion, achats d'immobiliers, modifications de statuts : avis émis par la Commission régionale des opérations immobilières, notes, d'information, dossiers, procès-verbaux de réunion.

1973-1977

B-0081751/1

Chirurgiens-dentistes. - Caisse Autonome de Retraite des Chirurgiens Dentistes, gestion, modification des statuts : décrets, notes, rapports de gestion, statistiques, correspondance.

1973-1981

B-0081752/1

Experts-comptables. - Caisse d'Assurance vieillesse des experts-comptables, des comptables agréés et des commissaires aux comptes (CAVEC), création, gestion et

réforme du système, modification des statuts : notes, décision du Conseil d'État, projet de décret, comptes rendus de réunions, tableaux, statistiques.

1972-1981

B-0081753/1

Infirmiers. - Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures et auxiliaires médicaux (CARPIMKAM), gestion modification et refonte des statuts : notes, rapports de gestion, tarifs des cotisations, rapport de la cour des comptes, tableaux, statistiques.

1971-1978

B-0081753/2

Ingénieurs, techniciens, experts et conseils. - Caisse d'Assurance vieillesse des ingénieurs et des techniciens (CAVIT), gestion, prévisions budgétaires : notes, rapports, procès-verbaux de réunion, tableaux, statistiques, correspondance.

1972-1978

B-0081754/1

Médecins. - Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français (CARMEF), gestion, modification des statuts, placements : projets de décrets relatifs au relèvement des cotisations des régimes d'assurance vieillesse complémentaire et d'invalidité décès des médecins, notes, rapports de gestion, tableaux, correspondance.

1971-1981

B-0081755/1

Notaires. - Caisse de Retraite des Notaires (CNR), gestion, projets d'acquisitions foncières : notes, avis émis par la Commission Régionale des Opérations Immobilières et de l'Architecture de la Région d'Île-de-France, textes.

1974-1980

B-0081755/2

Caisse d'allocations vieillesse des Officiers Ministériels, des Officiers Publics et des Compagnies Judiciaires, gestion, fusion des régimes d'assurance vieillesse complémentaire des huissiers de justice et des officiers ministériels : notes, tableaux, correspondance.

1971-1981

B-0081756/1

Pharmaciens. - Caisse d'Assurance vieillesse des Pharmaciens (CAVP), gestion, statuts : notes, projets de décrets, application des règlements, tableaux, correspondance.

1972-1981

B-0081757/1

Musiciens, auteurs. - Régime d'assurance vieillesse complémentaire des auteurs et compositeurs de musique (RACL), gestion, cotisations, statuts : notes, projets de décrets, tableaux, textes.

1977-1981

B-0081757/2

Sages Femmes. - Régime d'assurance invalidité-décès, modification des statuts, avenir : notes, référé de la cour des comptes.

1976-1981

B-0081757/3

Vétérinaires. - Régime d'assurance vieillesse complémentaire, gestion, modification des statuts : notes, lettre du Préfet du Morbihan, projets d'arrêtés et de décrets, pourvoi devant le Conseil d'État

1972-1982

B-0081758/1

Régime spécial des petits cheminots. - Caisse Autonome Mutuelle des Retraites des agents de chemins de fer d'intérêt local et des Tramway : notes, arrêtés, situations de trésorerie, procès-verbaux de réunions, textes officiels, correspondance.

1922-1981

B-0081759/1 - B-0081760/1

Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF).

1937-1980

B-0081759/1

Normalisation des charges de retraite, mise en place du système, fixation du taux des cotisations : notes, projets d'arrêtés, tableaux, statistiques, correspondance. Prévisions budgétaires des charges de retraite, questions financières diverses : notes, perspectives de 1975 à 1981, collectif 1975, tableaux, statistiques, correspondance.

1937-1980

B-0081560/1

Interventions de particuliers et de parlementaires, législation, gestion des régimes spéciaux des salariés : arrêtés, projets d'arrêtés, textes, notes, tableaux, correspondance.

1959-1980

B-0081761/1

Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP). - Régime spécial des salariés de la RATP, modification du régime des retraites, taux de cotisation, personnel sédentaire : rapports, notes, statistiques, correspondance.

1954-1979

B-0081762/1

Électricité de France (EDF) et Gaz de France (GDF). - Législation, relèvement du taux de cotisation, problèmes de nationalisation en métropole et en outremer : rapports, notes, tableaux, statistiques, correspondance.

1959-1980

B-0081763/1

Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs et des Allumettes (SEITA). - Fermeture des manufactures de tabac (retraites), revendications syndicales, problèmes de nationalisation en métropole et en outre-mer : textes officiels, notes, tableaux, statistiques, courriers, questions écrites (interventions de particuliers).

1964-1979

B-0081764/1

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS). - Éléments statistiques (1959-1970) ; budget de la CNMSS : procès-verbaux de conseils d'administration, textes, comptes financiers, rapport du Directeur de la Caisse, projets, d'arrêtés, tableaux, correspondance (1966-1973) ; gestion du personnel et situation financière de la Caisse : notes, procès-verbaux de conseils d'administration, correspondance (1970-1975).

1959-1975

B-0081765/1 - B-0081772/1

Caisse de retraite des Marins.

1962-1980

B-0081765/1

Élaboration des textes généraux, modifications du code des pensions de retraite des marins : textes, projets de décrets, projets d'arrêtés, décrets, arrêtés, rapports, notes, correspondance.

1972-1980

B-0081766/1

Établissement National des Invalides de la Marine (ENIM), classement des pilotes dans les catégories des salaires forfaitaire, dossiers d'organismes subventionnés : note de synthèse, rapports, notes, correspondance.

1962-1978

B-0081767/1

Conseil supérieur de l'ENIM, dossiers d'organismes subventionnés : notes, procès-verbaux de la Commission d'études sur l'application de la loi du 12 avril 1941, tableaux (1962-1968). Commission d'action sanitaire et sociale : procès-verbaux de séances, notices de demandes de subventions, notes (1963-1971).

1962-1971

B-0081768/1

Salaires forfaitaires servant de base de calcul aux prestations des marins, majorations, cotisations versées à l'ENIM : dossiers, notes, tableaux, correspondance.

1974-1980

B-0081769/1

Budget de l'ENIM de 1963 à 1970, financement : notes, tableaux, correspondances (1962-1970). Questions écrites (1962-1976). Lettres et recours de particuliers retraités, interventions de personnalités politiques, pourvois : notes, correspondance (1962-1977).

1962-1977

B-0081770/1

Accords bilatéraux et internationaux relatifs au régime de sécurité sociale des marins, marins français embarqués sur des navires étrangers, marins étrangers, élaboration et application des accords : protocoles, textes, notes. (1962-1976). Droits à pension, conditions d'attribution, modifications de classement, situation de veuve de marins : réglementation, notes, correspondance (1962-1980).

1962-1980

B-0081771/1

Accords internationaux de sécurité sociale relatifs aux gens de mer. - Accords franco-algériens : notes, protocoles, arrangements, accords (1972-1973) ; accords franco-sénégalais : retranscription de conversations relatives aux questions de sécurité sociale, convention franco-sénégalaise (1974-1979) ; accords franco-marocains : négociations, accord complémentaire sur la sécurité sociale des marins, documentation sur la sécurité sociale marocaine (1975-1976) ; accords franco-tunisiens : convention, accords, documentation (1976-1979).

1972-1979

B-0081772/1

Organismes subventionnés par l'ENIM : fichiers d'inscription, dossiers, rapports, notes, correspondance.

1974-1978

B-0081773/1 – B-8177500/1

Caisse Autonome Nationale de sécurité sociale dans les mines (CAN).

1961-1984

B-0081773/1

Administration du régime, budgets administratif : notes, rapports, tableaux comptables.

1971-1984

B-0081774/1

Élaboration des textes généraux, législation, réglementation vieillesse : notes, arrêtés, correspondance.

1961-1979

B-0081775/1

Dossiers financiers, vieillesse, maladie : notes, dossiers, rapports, correspondance (1962-1981) ; compensation des charges de l'assurance « accidents du travail et maladies professionnelles » entre le régime général et le régime minier de sécurité sociale : dossiers, notes, projets d'arrêtés (1970-1980) ; financement de la CAN, mécanismes, compensations, cotisations : notifications du Conseil d'État, notes, prévisions de trésorerie (1971-1982) ; budget, trésorerie, dotation de gestion administrative : notes, tableaux, états des recettes et des dépenses (1972-1981) ; dérogation prévue par l'article 1 du 11 avril 1969 qui permet l'ouverture anticipée du droit à la retraite pour les mineurs : dossiers, notes, correspondance (1975).

1962-1981

B-0081776/1

Fonds spécial d'allocation vieillesse, commissions consultatives : notes, procès-verbaux des commissions.

1960-1970

B-0081777/1 – B-0081784/1

Régimes autonomes des non-salariés.

1958-1982

B-0081777/1

Caisse de Retraites Complémentaires et de Prévoyance de Transport (CARCEPT). - Législation, prestations, questions de personnel, application du titre II du décret n° 55-1297 du 3 octobre 1955 modifié relatif aux prestations complémentaires de retraite anticipée, liquidées par la CARCEPT et financées par l'État : procès-verbaux de réunions, projets de décrets, notes, correspondance.

1958-1977

B-0081778/2

Caisse Mutuelle d'Assurance Vieillesse des Cultes (CAMAVIC). - Mise en place du régime d'assurance vieillesse des cultes : projet de décret, notes, correspondance.

1978-1979

B-0081779/1 – B-0081780/1

Législation, études.

1971-1982

B-0081779/1

Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS). - Fonctionnement des organismes conventionnés (assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles) : enquêtes, rapports, notes, tableaux.

1982

B-0081780/1

Réforme de l'assurance vieillesse des commerçants et des artisans : travaux de la Direction, comptes rendus des réunions préparatoires, notes.

1971-1972

B-0081781/1

Organisation d'Assurance vieillesse de l'Industrie et du Commerce (ORGANIC). - Régime avant 1972, aide aux commerçants et artisans âgés, aide spéciale compensatrice : textes de bases, dossiers d'opposition d'assurés aux décisions de l'ORGANIC, notes, études.

1964-1980

B-0081782/1

Caisse Autonome Nationale d'Assurance Maladie et Maternité des travailleurs non salariés (CANAM). - Budget, prestations, organisation administrative : textes, arrêtés, notes, dossiers d'opposition d'assurés aux décisions de la CANAM, notes, études.

1973-1979

B-0081783/1 - B-0081784/1

Dossiers communs entre les différents régimes vieillesse.

B-0081783/1

ORGANIC et Caisse Autonome d'Assurance Vieillesse des artisans (CANCAVA). - Budget, revalorisation des prestations, régime obligatoire, législation : textes, projets, de décrets, notes, tableaux correspondance.

1972-1979

B-0081784/1

ORGANIC-CANAM. - Problèmes financiers, subventions, prestations, réajustement des cotisations : notes, rapports, correspondance.

1972-1979

B-0081785/1 - B-0081786/1

Régimes complémentaires.

1962-1980

B-0081785/1 - B-0081785/2

Caisses de Retraite complémentaires du secteur aérien.

1962-1980

B-0081785/1

Caisse de Retraite du personnel navigant professionnel de l'Aéronautique civile (CRPN). - Refonte du régime des retraites, dossiers d'oppositions : rapports, notes.

1962-1980

B-0081785/2

Caisses de Retraite de la compagnie nationale Air-France : résultats financiers, rapports de gestion, notes, correspondances.

1964-1970

B-0081786/1

IRCANTEC. - Affiliation, réglementation, problèmes posés par certains organismes ou certains agents : questions, écrites, dossiers, document de réévaluation des taux, notes.

1971-1980

B-0081787/1 - B-0081788/1

Rentes viagères.

1971-1980

B-0081787/1

Plaintes de particuliers, courriers parlementaires.

1971-1977

B-0081788/1

Questions écrites, demandes de renseignements.

1978-1980